

**Une nouvelle vision
de la famine
de 1921-1922
en Union soviétique**

(Jean-Jacques Marie)



Une famine assassine

LE démographe Serguei Adamets a publié aux éditions de l'Institut d'études slaves un volume qui modifie sérieusement la vision traditionnelle, chez les historiens officiels, de l'effrayante famine de 1921-1922, qui a ravagé tout le sud de la Russie. Les historiens officiels expliquent tous, en gros : cette famine est due à la politique de réquisition et de répartition du ravitaillement instaurée par les bolcheviks pendant le communisme de guerre. Le livre de Serguei Adamets met à mal cette vulgate.

Les famines de l'époque tsariste

L'auteur commence par une étude des (fréquentes) famines sous l'Ancien Régime tsariste : dans la région de la Volga en 1872-1873, dans toute une série de régions du centre et du sud de la Russie, ainsi que de l'Oural, en 1874, en 1880-1881 dans la région de la Volga et du Caucase du nord en 1883-1884, en 1891 dans la région de la Volga, de l'Oural et du Caucase du nord, en 1906 et 1911 dans les mêmes régions et en 1909 dans les régions kazakhes. Un bilan et un héritage assez accablants, à propos desquels Serguei Adamets note : “Comparées à la fréquence et à l'étendue des fa-

mines sous l'Ancien Régime, les exportations céréalières de grande ampleur de la Russie apparaissent surprenantes et inattendues” (p. 15). Serguei Adamets commente avec un sens aigu de la formule soigneusement balancée : “*Nous sommes apparemment devant un phénomène de lien entre des exportations trop excessives et les famines... Ces observations, ajoute-t-il, servaient probablement à justifier l'hypothèse selon laquelle les famines constituaient le prix à payer pour entrer dans le marché européen*” (pp. 15-16).

Le grenier à blé de l'Europe tant vanté par les émigrés, les Soljenitsyne et autres nostalgiques de la Russie tsariste, prend ici une couleur assez sinistre. Ainsi, Staline, lorsqu'il exportait du blé à la veille de la famine de 1932-1933, se situait, là encore, dans une bonne tradition tsariste...

Ces famines s'accompagnaient d'épidémies, qui ravageaient la population. “*Déjà meurtrières dans les années normales, écrit Serguei Adamets, les épidémies se propagent de manière encore plus large par les années de mauvaise récolte et de famine*” (p. 33). Les famines de 1891 et de 1909 sont marquées de plus par un développement foudroyant du choléra, “*qui fit globalement autant de ravages parmi la population que la famine elle-même*” (p. 33).

Le choc de la guerre

C'est donc cette Russie en proie aux famines et aux épidémies régulières, qui n'empêchaient pas, on l'a vu, des exportations massives de blé vers l'Europe, que la guerre frappe de plein fouet et disloque peu à peu. Plus que la baisse réduite de la production agricole, qui a essentiellement touché la région de la Volga et le Caucase du nord, c'est d'abord la paralysie des transports qui provoque la crise du ravitaillement. La guerre civile et l'effondrement de la production industrielle qui en découle aggravent encore la situation. Mais Adamets souligne : *"Lors de la guerre civile, et plus précisément entre 1917 et 1919, la crise agricole s'est aggravée encore plus. Cependant, la baisse globale de la production agricole paraît dérisoire, comparée à la débâcle industrielle. La récolte de 1919 n'est que de 8 % inférieure à celle de 1917"* (p. 47). D'après lui, cette baisse de la production *"est plutôt due à l'abolition des grandes propriétés foncières et à l'incapacité des paysans à mettre en exploitation rentable de nouvelles terres"* (p. 61).

Serguei Adamets rappelle que la politique de réquisition a été introduite par le gouvernement tsariste dès 1916 et que, dès le 15 mars 1917, le gouvernement provisoire (très bourgeois !) du prince Lvov a introduit le monopole de l'Etat sur les céréales. Mais, souligne-t-il, *"les premiers mois qui suivent la révolution d'Octobre, les bolcheviks abandonnent la politique d'approvisionnement. Les villes sont laissées libres de s'assurer le ravitaillement, alors que l'armée régulière se dissout spontanément. Les détachements ouvriers rôdent partout entre les villes et la campagne à la recherche de stocks alimentaires. Ce n'est qu'au printemps 1918 que le nouveau pouvoir, confronté à une véritable famine urbaine, prend des mesures d'urgence. Il confirme le monopole de l'Etat sur la production céréalière, les prix fixes et les réquisitions"* (p. 64).

Ces premières mesures sont suivies de la proclamation de la dictature alimentaire de l'Etat, le 9 mai 1918, et de

la constitution, le 11 juin 1918, des comités de paysans pauvres lancés à la chasse aux stocks. Mais, souligne Adamets, réfutant une idée très largement répandue, *"l'ampleur des réquisitions apparaît très faible en 1918-1919"*, et il ajoute : *"Il est clair que, par leur ampleur, les réquisitions ne pouvaient ni amener la famine, ni ruiner l'économie des paysans. Au contraire, le marché noir et spéculatif offrait à ces derniers des avantages largement supérieurs aux frais à payer"* (p. 65). En tout cas, pour ceux qui avaient à vendre des excédents en nombre, Adamets pose la question : *"Pourquoi donc l'Etat s'est-il avéré être si peu efficace ?"* Est-ce un manque de moyens ? Sa réponse fera sursauter bien des historiens et publicistes, qui, pour cette raison, passeront certainement son livre sous silence, puisque la vulgate consiste à dénoncer les violences dont les bolcheviks se seraient rendus coupables massivement à l'égard des paysans : *"La réponse est, semble-t-il, dans son manque de motivation. Le pouvoir soviétique ne voulait pas confisquer les excédents, de peur de détourner les sympathies des paysans pendant la guerre"* (pp. 65-66).

La politique de l'Etat va au secours des populations les plus pauvres

Soulignant que *"la politique de l'Etat va au secours des populations les plus pauvres"* (p. 111), il définit la politique du gouvernement bolchevique par trois objectifs : *"Prendre tous les excédents disponibles de la production agricole, redistribuer les produits accaparés parmi les populations nécessiteuses des villes et des campagnes à des prix inférieurs à ceux du marché et interdire, sinon réduire, le commerce libre et spéculatif"* (p. 98). Ne peut-on dire que c'est là, dans une situation exceptionnellement difficile, ce qui distingue un gouvernement au service des capitalistes et du capital et un gouvernement qui, fût-ce en

commettant des erreurs, considère comme prioritaire la défense des intérêts de la population laborieuse ?

Aussi la famine touche-t-elle peu les campagnes (sauf celles du nord, à la production agricole très réduite pour des raisons climatiques évidentes). *“Dans la majorité des gouvernements (provinces), écrit Adamets, les rations journalières pour un adulte du sexe masculin oscillent entre 3 250 et 4 500 calories”* (p. 75). En revanche, *“dans les localités urbaines, les rations journalières varient entre 2 000 et 3 000 calories”* (p. 75).

Cinq cartes de rationnement par personne

Le gouvernement bolchevique a instauré un système de cartes de rationnement, réparties en quatre catégories en fonction de la pénibilité et de la nature du travail : les rations de la catégorie la plus basse, la quatrième (“bourgeois”) étant très basses, insuffisantes pour survivre, de nombreux historiens y dénoncent une forme de “génocide de classe”. Mais deux faits soulignés par Adamets permettent de corriger très sensiblement la portée réelle de cette distinction :

— si l’on prend Petrograd, l’une des villes où l’application de la différenciation entre les catégories était la plus stricte, 87 % des rations étaient de première et deuxième catégories, 12 % de la troisième... et 1 % seulement de la quatrième ;

— et surtout, souligne Adamets, *“le nombre de cartes de rationnement a atteint un chiffre astronomique. Pour les seuls gouvernements de la Russie d’Europe, l’armée exclue, il y avait 37,5 millions de cartes en circulation, soit cinq fois plus que la population urbaine de ces régions. Les parents enregistraient en effet les naissances dans plusieurs arrondissements ou organismes et obtenaient deux ou trois cartes à la fois. Les familles des recrutés faisaient le maximum pour continuer à valider leurs cartes de rationnement. Personne*

n’avait intérêt à déclarer les décès...” (pp. 76-77).

Certes, tout le monde n’avait pas cinq cartes de rationnement, même s’il y en avait en moyenne cinq par habitant des villes, mais il n’y avait que de rares individus — s’il y en avait ! — qui ne disposaient que d’une seule carte. Certains, avec ce système multicartes, pouvaient même se payer le luxe de revendre au marché noir une partie de ce qu’ils touchaient.

Résultat, *“la consommation des familles associées à la classe bourgeoise fut aussi élevée que celle des groupes privilégiés, et cela en dépit des inégalités sociales causées par le rationnement par cartes”* (p. 117).

La politique de réquisition se met en place lentement : *“Ce n’est qu’à partir de l’année agricole 1919-1920 que les réserves accumulées atteignent un chiffre considérable : 213 millions de pouds, et culminent à 367 millions de pouds en 1920-1921. Cependant, jamais des réserves centralisées n’atteindront le niveau de 1916-1917”* (p. 66).

Et Adamets souligne : *“La razverstka (répartition centralisée), malgré l’excès en 1920-1921 et la brutalité parfois sauvage des réquisitions, joua néanmoins un rôle positif pendant la période de la guerre, car elle remplaça les institutions du marché dégradé et servit à maîtriser les forces anarchiques et destructrices”* (p. 73).

Alors que la vision traditionnelle présente le communisme de guerre comme ayant permis à l’Etat de concentrer entre ses mains la totalité ou la quasi-totalité des ressources, Serguei Adamets souligne, chiffres en mains, le rôle dominant du marché dans les acquisitions alimentaires : *“Les familles ouvrières se procuraient environ la moitié du pain par des moyens autres que les cartes. Dans les familles des autres groupes sociaux, la part des cartes était légèrement plus faible et le secteur privé leur fournissait environ 55 % des acquisitions du pain”* (p. 79). Il affirme donc logiquement : *“Le rôle majeur des réquisitions et des cartes de ravitaillement était celui de supplément, de correcteur et de rempla-*

çant partiel des mécanismes déséquilibrés du marché. La famine qui avait ébranlé les villes en 1918 et 1919 a été maîtrisée vers la fin de 1919, tandis que la campagne a toujours grosso modo conservé une relative prospérité” (p. 83). Et donc, “les réquisitions, les restrictions du commerce et autres mesures prises dans le cadre de la politique du communisme de guerre ont plutôt contribué à maîtriser la situation qu’à favoriser la catastrophe” (p. 82).

Qu’a représenté la récolte de 1920 ? Les estimations de l’époque varient... du simple au double ! Dès lors, “l’état de la statistique agricole permettait de tirer n’importe quelle conclusion au sujet de la gravité de la crise agricole, de considérer les réquisitions abusives ou insuffisantes, d’envoyer en urgence les transports d’aide alimentaire ou de les suspendre” (p. 85).

“Le début 1921 est marqué par une nouvelle dégradation de la situation et les rations urbaines chutent au niveau d’avril 1919” (p. 91), mais rien ne laisse encore prévoir l’ampleur de la catastrophe qui s’annonce.

“La grande famine commence à l’été 1920, quand la sécheresse provoqua de très faibles récoltes dans les gouvernements (provinces) des Terres noires et de la moyenne Volga” (p. 121). Douze provinces sont touchées par la disette, mais le pire est à venir :

“A la famine de 1920-1921 succède une catastrophe encore plus terrible l’année suivante. De vastes étendues de Russie et d’Ukraine affaiblies par la disette de 1920 sont de nouveau dévastées par la sécheresse de 1921” (p. 122). Lors des sécheresses précédentes, il tombait entre avril et juin entre 35 et 75 millimètres d’eau. “Lors de la dernière sécheresse d’avant-guerre, en 1911, il tomba 34,9 mm. La sécheresse de 1921 était phénoménale et il n’y eut que 7,1 mm de pluie en trois mois” (p. 122). Peut-être la lumpen-intelligentsia fanatique des prétendus “crimes du communisme” trouvera-t-elle un moyen d’expliquer que la chute catastrophique de précipitations (7,1 mm contre 108,3 en moyenne au cours des dix-sept années précédentes,

soit 15 fois moins !) est due à la politique des bolcheviks, voire au marxisme.

Et Adamets cite un témoignage sinistrement évocateur sur le sol desséché : “Le ciel de feu ne laissait naître aucun nuage qui pût apporter un peu d’eau : le soleil, dardant des rayons chaque jour plus impitoyables, brûlait tout ce qui sortait de terre. On pouvait voyager à travers certaines régions pendant un jour entier sans apercevoir de vert. Le soleil fit de la vallée de la Volga un désert qui s’étend depuis Kazan, la capitale tatare, jusqu’aux steppes du sud” (p. 123).

Combien cette atroce famine touchait-elle d’individus : les chiffres varient de 22 à 36 millions. La vérité n’est pas facile à établir. Différentes rubriques statistiques sont souvent mélangées à tort et à travers : “effectif de la population des gouvernements affamés”, “effectif de la population des régions affamées”, “effectif de la population affamée”, “effectif de la population nécessitant de l’aide”... Le chiffre réel a dû tourner autour de 25 millions.

L’embargo
conomique imposé
par les Alliés
et par l’Allemagne
mit fin toutes
les importations
de médicaments,
de vaccins et de
quinine

Combien la famine a-t-elle fait de morts parmi ces 25 millions ? Tous les historiens affirment 5 millions. Les nombreuses données fournies par Serguei Adamets permettent de remettre ce chiffre en question. Il repose sur une sous-estimation générale des morts dues aux épidémies, elles-mêmes provoquées par toute une série de facteurs, dus en particulier à la guerre, puis à la guerre civile, dont les effets cumulés sont terrifiants : “Avant la guerre, note Serguei

Adamets, *la Russie importait la majorité de ses médicaments d'Allemagne. La Première Guerre mondiale entraîna un ralentissement des importations*” (et pour cause, puisque la Russie et l'Allemagne étaient ennemies !). *“L’embargo économique imposé par les Alliés et par l’Allemagne mit fin à toutes les importations de médicaments, de vaccins et de quinine. Partout, la population manquait de simple savon, ce qui était la cause principale de la baisse des pratiques hygiéniques quotidiennes”* (p. 197). Aussi la diffusion des épidémies était-elle foudroyante. Et il y eut en 1921-1922 une épidémie de typhus, et en 1922 une épidémie de paludisme...

Jugeant mitigé le résultat de la campagne intérieure et internationale de secours aux affamés alors engagée, Sergueï Adamets souligne : *« Tant bien que mal, elle a permis d’arrêter la dégradation de la situation, entre février et juin 1922. Cela n’empêche pas que les conséquences socio-politiques de la famine de 1920-1923 ont été plutôt positives. La grande famine de 1921-1922 a mis un point final à la guerre civile. Comme l’écrivait Kalinine, “les paysans étaient convaincus que, dans une situation difficile, le pouvoir des Soviétiques ne les oubliait pas et qu’il les aidait comme il pouvait”* » (p. 185).

Sergueï Adamets précise plus loin le rôle politique des famines. D’un côté, évoquant les révoltes paysannes de 1920-1921, il affirme : *“C’est tout d’abord la famine et, dans une moindre mesure, les restrictions imposées au commerce, la fermeture des marchés ou la pratique des réquisitions qui constituèrent la force motrice de ces soulèvements”* (p. 319).

Ensuite, selon lui, les famines et les épidémies ont été un ciment de la future Union soviétique, car le combat contre elles, même insuffisant, a confirmé la légi-

timité du nouveau pouvoir : *“On attribue souvent la formation de l’URSS à une action de violence politique, qui s’appuyait uniquement sur les baïonnettes rouges (1). Mais cette vision traduit plutôt des opinions préconçues qu’une analyse objective des événements”* (p. 319).

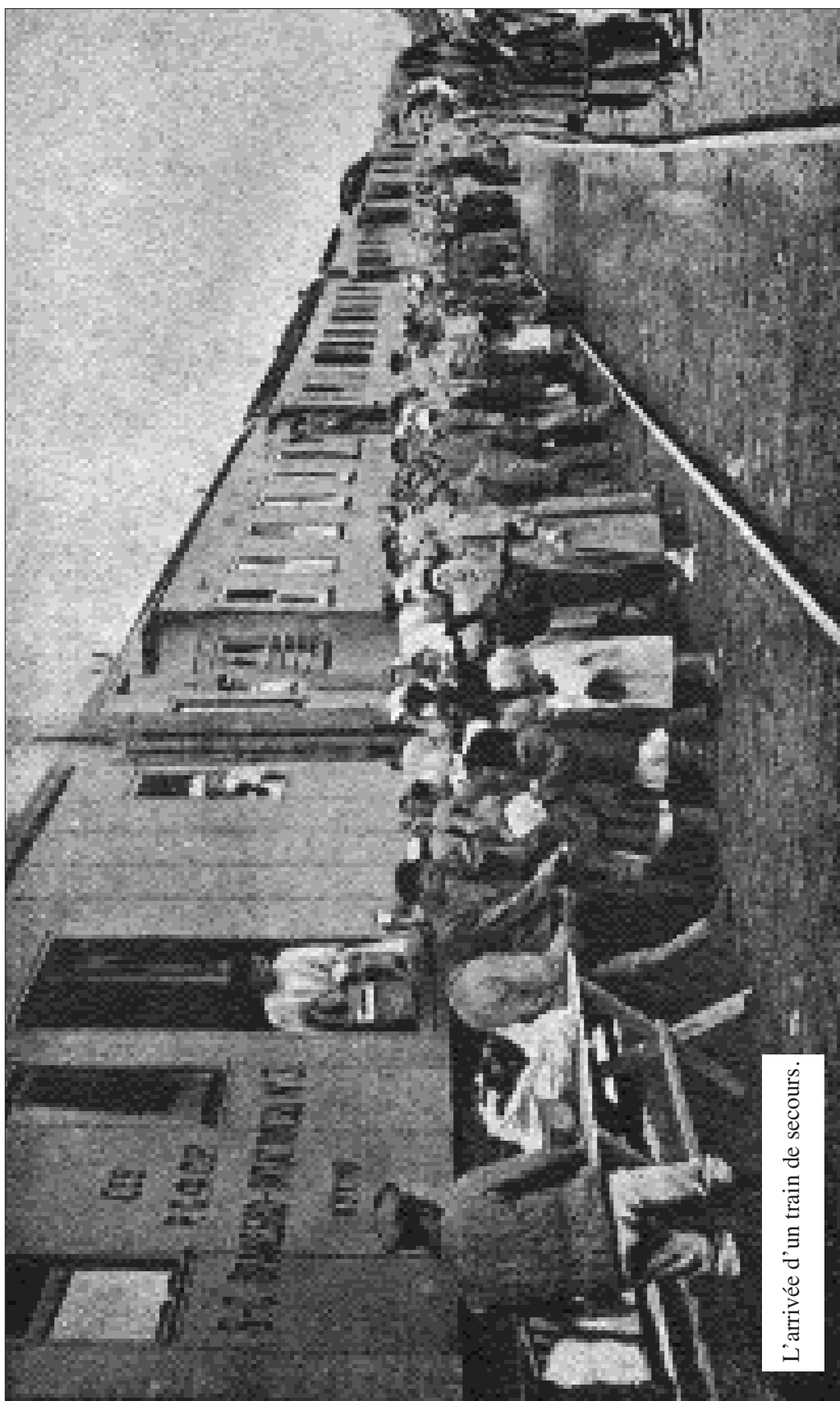
Et il souligne que *“la famine de 1921-1922 provoqua une activité exceptionnelle de Moscou pour trouver du blé dans tous les coins du pays. La recreation d’un espace unique prit un sens compréhensible pour tout fonctionnaire, paysan, ouvrier ou intellectuel libéral (...). C’est à travers ces catastrophes que l’idée d’un empire colonial s’est transformée en l’idée d’une union nécessaire pour la survie collective”* (p. 319).

Certes, il ne s’agit pas ici de faire dire à Sergueï Adamets ce qu’il ne dit pas et de faire de son ouvrage scientifique une défense et illustration du régime issu de la révolution d’Octobre. Tel n’est pas son objet. Il cite une analyse de deux historiens russes, qu’il reprend à son compte : *“Pendant la guerre civile, les vainqueurs ne furent pas les plus nobles ni même les plus forts, mais ceux que la population haïssait le moins, ceux qui surent maîtriser et réprimer les salauds de leur propre camp”* (p. 318).

Cette vision est certainement un peu courte, mais c’est la sienne. Elle est, me semble-t-il, largement corrigée, par exemple, par la déclaration, en octobre 1923, des mineurs du Donbass, citée par Maguidov, qui vivent comme des chiens et sont en rage contre leur administration soviétique bureaucratique et corrompue, mais ne veulent pas la combattre pour ne pas gêner la révolution qu’ils attendent en Allemagne.

Jean-Jacques Marie

(1) Encore faudrait-il expliquer d’où viennent



L'arrivée d'un train de secours.